



Pétition nationale MGI

NON AU DEMANTELEMENT DE LA MISSION GÉNÉRALE D'INSERTION

Les soussignés dénoncent la politique actuelle concernant la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale. La MGI s'adresse à l'ensemble des élèves et plus particulièrement à ceux de 16 à 18 ans les plus en difficulté pour leur faire acquérir une qualification et favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Chaque année, 80 000 jeunes, issus de milieux défavorisés, bénéficient après un entretien individuel, d'un suivi, d'une proposition de réinsertion en formation initiale, scolaire ou professionnelle, ou d'insertion sociale dans un premier emploi, et si besoin d'une formation en « Français langue étrangère ». La MGI contribue donc à la diminution du nombre de sorties de l'école sans qualification et au maintien de la cohésion sociale.

Or, les moyens consacrés à cette mission structurelle du service public ont subi depuis plus de 2 ans une amputation sans précédent avec pour conséquences :

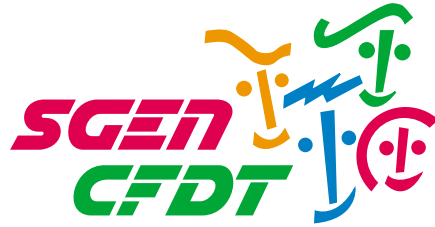
- une diminution sensible du nombre, de la durée moyenne et de la diversité de ses actions.
- Toujours plus de « licenciements », de précarité, de redéploiements, de mépris affiché des droits et garanties pour les personnels permanents, y compris pour les titulaires, sans aucune perspective après le plan Sapin.
- Une incitation à la prise en charge directe des élèves par les équipes éducatives dans les établissements sans moyens supplémentaires ni aménagements d'horaires ;

Des conséquences qui risquent de s'aggraver avec :

- la récente légalisation de la possibilité de « licencier » tous les contractuels de moins de 50 ans après 6 mois de service.
- Le « tout apprentissage » du dispositif Borloo et le service national d'insertion de la Défense.

Face à cette situation , les signataires, avec les personnels de l'E.N. exigent :

- Le rétablissement en urgence des fonds publics alloués à la MGI au niveau de ceux de 2002, ainsi que l'engagement pour l'avenir d'une prise en charge par l'Etat de la mission générale d'insertion.
- le maintien des actions de prévention et le renforcement des actions qualifiantes et de remobilisation mises en place au titre de la MGI.
- La transparence financière ainsi que des moyens budgétaires et en personnels pour toutes les académies à hauteur de leurs besoins.
- La mise en place immédiate de nouvelles procédures de titularisation pour les personnels contractuels travaillant dans le cadre de la MGI .
- Un cadre réglementaire national pour les personnels permanents de la MGI recrutés dans le cadre du CAPES et du CAPLP « Coordination Pédagogique – Ingénierie de Formation »
- le respect des droits, des conditions de travail et de rémunération et de la professionnalisation de tous les personnels travaillant au sein du service public de la MGI.
- Une politique nationale cohérente et ambitieuse qui permette à la MGI de s'inscrire dans un grand service public d'éducation et de formation tout au long de la vie.



Pétition nationale MGI

Nom	Adresse	Signature